

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 avril 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions dérogatoires au Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre l'exécution de l'Avenant, signé à Bruxelles le 8 février 1999, à la Convention entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964", a donné le 19 avril 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 14 april 2000 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende afwijkende bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitvoering van het te Brussel op 8 februari 1999 ondertekende Avenant bij de Overeenkomst tussen Frankrijk en België tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, ondertekend te Brussel op 10 maart 1964", heeft op 19 april 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, ces motifs sont les suivants :

"L'Avenant à la Convention belgo-française du 10 mars 1964 signé le 8 février 1999 a été approuvé par le Parlement belge à la fin de la précédente législature.

L'Avenant adapte notamment les dispositions relatives à la non-discrimination. Les résidents de la France dont les revenus professionnels sont imposables en Belgique bénéficient dans une certaine mesure des avantages fiscaux liés à leur situation personnelle et familiale que la Belgique accorde à ses résidents. Ces dispositions s'appliqueront rétroactivement aux revenus recueillis à compter du 1er janvier 1996.

L'Avenant a été approuvé en France le 29 février 2000. Ceci devrait permettre à l'Avenant d'entrer en vigueur dans un délai fort rapproché.

Le présent projet de loi vise à mettre en oeuvre l'application rétroactive prévue par l'Avenant pour certaines dispositions. Il serait dès lors souhaitable que l'avant-projet de loi soit approuvé très rapidement par le Parlement afin que l'entrée en vigueur de la loi puisse coïncider avec l'entrée en vigueur de l'Avenant."

*

* *

1. En ce qui concerne l'article 2 du texte en projet, la section de législation a déjà été appelée à donner un avis sur un texte identique, à savoir l'article 3,

.../...

alinéa 1er, de l'avant-projet de loi "portant des dispositions dérogatoires au Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre l'exécution de l'Avenant à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964, fait à Bruxelles le 8 février 1999" (1).

Selon sa jurisprudence constante, la section de législation ne donne pas de second avis sur un texte qui lui a déjà été soumis et sur lequel elle a donné son avis (2).

2. L'article 3 du texte en projet rend applicable aux résidents de la France visés à l'article 25, §§ 2 et 3, de la Convention franco-belge du 10 mars 1964, tel qu'il a été modifié par l'Avenant, l'article 244bis du Code des impôts sur les revenus 1992.

Cet article, modifié pour la dernière fois par une loi du 6 juillet 1994, figure sous le titre relatif à l'impôt des non-résidents.

(1) Voir avis L. 29.019/2 du 26 mars 1999. (Doc. parl., Chambre, session 1998-1999, n° 2148/1, pp. 6 et 7).

(2) Le texte de l'article 2 se réfère à "l'Avenant visé à l'article 2 ci-avant". Cette référence est incorrecte, vu qu'il n'y a pas d'"article 2 ci-avant". Il y a lieu de citer l'Avenant avec son intitulé complet.

Il dispose comme suit :

"Pour l'application des articles 243 et 244, les personnes mariées sont considérées non comme des conjoints mais comme des isolés lorsqu'un seul des conjoints recueille en Belgique des revenus soumis à l'impôt et que l'autre conjoint a des revenus professionnels de source qui sont exonérés conventionnellement ou des revenus professionnels de source étrangère d'un montant supérieur à 270.000 F.

Les suppléments pour personnes à charge visés aux articles 132 et 133 ne sont accordés que lorsque le conjoint soumis à l'impôt est celui des conjoints qui a le plus de revenus professionnels."

L'application de cet article aux résidents de la France visés à l'article 25, §§ 2 et 3, de la Convention franco-belge du 10 mars 1964, tel que modifié par l'article 2 de l'Avenant, n'est certainement pas contraire à ces dispositions de droit conventionnel.

Si le texte en projet tend à rendre l'article 244bis précité applicable à ces résidents de la France, c'est sans doute parce que ledit article 244bis concerne "l'application des articles 243 et 244" et que l'article 2 de l'Avenant a pour but d'écarter l'application aux résidents de la France des conditions prévues par l'article 244. L'article 3 n'est donc pas sans utilité. Il serait toutefois mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. L'article 244bis du Code des impôts sur les revenus 1992 est applicable aux résidents de la France visés à l'article 25, §§ 2 et 3, de la Convention franco-belge du 10 mars 1994 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique

.../...

réci-proque en matière d'impôts sur les revenus, tel que cet article a été modifié par l'Avenant du 8 février 1999 à ladite Convention.".

3. Eu égard à l'article 3 du projet, l'intitulé du projet de loi ne correspond pas à son contenu. L'intitulé suivant serait à la fois plus simple et plus adéquat :

"Projet de loi relatif à l'exécution de l'Avenant, signé à Bruxelles le 8 février 1999, à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réci-proque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964.".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering als volgt :

"L'Avenant à la Convention belgo-française du 10 mars 1964 signé le 8 février 1999 a été approuvé par le Parlement belge à la fin de la précédente législature.

L'Avenant adapte notamment les dispositions relatives à la non-discrimination. Les résidents de la France dont les revenus professionnels sont imposables en Belgique bénéficient dans une certaine mesure des avantages fiscaux liés à leur situation personnelle et familiale que la Belgique accorde à ses résidents. Ces dispositions s'appliqueront rétroactivement aux revenus recueillis à compter du 1er janvier 1996.

L'Avenant a été approuvé en France le 29 février 2000. Ceci devrait permettre à l'Avenant d'entrer en vigueur dans un délai fort rapproché.

Le présent projet de loi vise à mettre en oeuvre l'application rétroactive prévue par l'Avenant pour certaines dispositions. Il serait dès lors souhaitable que l'avant-projet de loi soit approuvé très rapidement par le Parlement afin que l'entrée en vigueur de la loi puisse coïncider avec l'entrée en vigueur de l'Avenant."

*

*

*

.../...

1. Wat artikel 2 van de ontworpen regeling betreft, heeft de afdeling wetgeving reeds een advies moeten uitbrengen over eenzelfde tekst, namelijk artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp van wet "houdende afwijkende bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met oog op de uitvoering van het Avenant bij de Overeenkomst tussen België en Frankrijk tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, ondertekend te Brussel op 10 maart 1964, gedaan te Brussel op 8 februari 1999" (1).

Volgens de vaste rechtspraak van de afdeling wetgeving, brengt zij geen tweede advies uit over een tekst die haar reeds is voorgelegd en waarover zij reeds advies heeft uitgebracht (2).

2. Artikel 3 van de ontworpen regeling verklaart artikel 244bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van toepassing op de inwoners van Frankrijk bedoeld in artikel 25, §§ 2 en 3, van de Frans-Belgische Overeenkomst van 10 maart 1964, zoals dat gewijzigd is bij het Avenant.

(1) Zie advies L. 29.019/2 van 26 maart 1999 (Gedr. St., Kamer, zitting 1998-1999, nr. 2148/1, blz. 6 en 7).

(2) In artikel 2 wordt verwezen naar "het hierboven in artikel 2 vermelde Avenant". Die verwijzing is fout, aangezien er geen "artikel 2 hierboven" is. De verwijzing naar het Avenant dient te geschieden met opgave van het volledige opschrift.

Dat artikel 244bis, dat laatstelijk gewijzigd is bij een wet van 6 juli 1994, is opgenomen onder de titel betreffende de belasting van niet-inwoners.

Het luidt als volgt :

"Voor de toepassing van de artikelen 243 en 244 worden gehuwde personen niet als echtgenoten maar als alleenstaanden aangemerkt wanneer slechts één van de echtgenoten in België aan de belasting onderworpen inkomsten verkrijgt en de andere echtgenoot binnenlandse beroepsinkomsten die bij overeenkomst zijn vrijgesteld of buitenlandse beroepsinkomsten heeft van meer dan 270.000 frank.

De toeslagen voor personen ten laste die vermeld zijn in de artikelen 132 en 133, worden slechts verleend wanneer de aan de belasting onderworpen echtgenoot de meeste beroepsinkomsten heeft."

Toepassing van dit artikel op de inwoners van Frankrijk bedoeld in artikel 25, §§ 2 en 3, van de Frans-Belgische Overeenkomst van 10 maart 1964, zoals dat gewijzigd is bij artikel 2 van het Avenant, is zeker niet strijdig met die verdragsrechtelijke bepalingen.

Dat de ontworpen regeling ertoe strekt het genoemde artikel 244bis van toepassing te verklaren op die inwoners van Frankrijk, is wellicht omdat dat artikel betrekking heeft op "de toepassing van de artikelen 243 en 244" en het de bedoeling is van artikel 2 van het Avenant ervoor te zorgen dat de voorwaarden gesteld in artikel 244, niet van toepassing zijn op de inwoners van Frankrijk. Artikel 3 is dus van belang. Wel zou het beter zijn het artikel als volgt te stellen :

.../...

"Art. 3. Artikel 244bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 is van toepassing op de inwoners van Frankrijk, bedoeld in artikel 25, §§ 2 en 3, van de Frans-Belgische Overeenkomst van 10 maart 1994 tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, zoals dat artikel is gewijzigd bij het Avenant van 8 februari 1999 bij het genoemde Verdrag."

3. Gezien artikel 3 van het ontwerp, stemt het opschrift van het wetsontwerp niet overeen met de inhoud ervan. Het volgende opschrift zou zowel eenvoudiger als juister zijn :

"Ontwerp van wet betreffende de tenuitvoerlegging van het Avenant, ondertekend te Brussel op 8 februari 1999, bij de Overeenkomst tussen België en Frankrijk tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, ondertekend te Brussel op 10 maart 1964."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. HOUYET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. HOUYET, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN